

UNIVERSITÉ DJILALI-BOUNAÂMA DE KHEMIS MILIANA

Une place pédagogique pour 2 étudiants à la rentrée prochaine

L'Université Djilali-Bounaâma de Khemis Miliana se prépare à affronter une rentrée qui s'annonce des plus complexes pour ne pas dire des plus difficiles, depuis sa création, nullement à cause d'un quelconque manque de personnel enseignant ou administratif, mais à cause du retard considérable qu'accuse la réalisation des nouvelles structures programmées.

Elle compte à la fin de l'année universitaire qui vient de s'achever 19 500 étudiants pour 10 000 places pédagogiques soit un déficit gérable de 9 500 places.

A la fin juin, on a enregistré 2 000 sortants ayant obtenu leur master et 3 000 étant parvenus en fin de cycle de licence. Parmi les 3 000 licenciés, on table sur 80% d'entre eux qui s'inscriront en master, ce qui ramène l'effectif global à 17 500 étudiants.

Par ailleurs, après les derniers résultats du bac avec 6 026 admis scolarisés et 1 200 candidats libres admis, on s'attend donc à l'arrivée aux portes de l'Université de plus de 7 200 étudiants, ce qui portera le nombre d'inscrits aux environs de 25 000.

Pour faire face à cette demande, en plus des 10 000 places pédagogiques, la Direction des équipements de la Wilaya a entrepris depuis un an déjà l'aménagement de ce qui fut le CEA (Centre d'enseignement agricole) devenu par la suite un CEM qui, une fois réaménagé, offrira une structure d'accueil pour l'enseignement des lettres de 1 200 nouvelles places pédagogiques (si toutefois les travaux de réaménagement seront achevés à la rentrée) ce qui portera les capacités d'accueil, globalement à 11 200 places pour près de 25 000 étudiants, soit 2 étudiants pour une seule place.

Comme autres solutions, les responsables de l'Université mènent des tractations avec l'Université de Blida et celle de Chlef pour accueillir des étudiants qui manifesteraient le désir de s'y inscrire. On compte aussi assurer les cours et les TD les samedis et le soir jusqu'à la

limite du possible, si là aussi le transport venait à être assuré.

De plus, nous avons appris qu'il est possible, si toutefois le nouveau bâtiment de la Direction des œuvres universitaires (DOU) dont la construction traîne venait à être achevé, on l'espère, l'actuel bâtitse qui abrite la DOU, un ancien hôtel aménagé, pourrait abriter des salles de cours.

Pourquoi donc toutes ces solutions palliatives, provisoires, est-on en droit de se demander ?

Là, il faut se rappeler qu'il y a quelques années, le ministre de l'Enseignement supérieur, qui était venu se rendre compte de la situation, pressentant le développement rapide du campus, avait décidé son extension d'une adjonction de blocs pédagogiques d'une capacité d'accueil de 8 000 places, d'un rectorat, d'une bibliothèque centrale, d'un restaurant de 1 000 places et du retour de la DOU qui fonctionnait à Aïn Defla vers Khemis Miliana.

Au jour d'aujourd'hui, où en est-on ?

Selon les informations que nous avons pu recueillir, pour ce qui est de la bibliothèque centrale et du rectorat, les travaux qui ont été lancés depuis 2013 avoisinent seulement les 40%, alors que le chef de l'entreprise titulaire du marché avait promis à M. Mèbarki, le ministre de l'Enseignement supérieur, en février 2015, que la structure allait être livrée en septembre 2015, or, la rentrée 2016 est dans 3 mois. On note que l'architecture de l'ouvrage retenue est très complexe. Cependant, on est en droit de se demander si l'entreprise retenue

l'avait été pour ses compétences. D'aucun pensent que le problème ne se situe pas au niveau de la compétence de l'entreprise, mais bien au niveau du bureau d'études qui, affirme-t-on, brille par son dilettantisme et son peu de souci du suivi des travaux, présent sur le chantier seulement par 1 ou 2 agents qui font un tour de temps en temps.

Par ailleurs, le chef de l'exécutif de la Wilaya a enjoint au chef de l'entreprise de mobiliser plus d'effectifs. Toujours est-il que le chantier périlclite avec un effectif très réduit, le rythme de la construction est quasi nul et le chantier est presque à l'arrêt.

S'agissant de la construction de 6 000 places pédagogiques, les travaux décidés en 2011 n'ont débuté que depuis 1 an seulement.

A ce niveau et là aussi le rythme de la construction d'après plusieurs visites des chantiers par des spécialistes, que cet ouvrage, tant attendu, ne sera pas achevé avant des années.

Par ailleurs, il nous a été donné d'apprendre, selon certaines, sources qu'un bras de fer sévit entre l'entreprise et le bureau d'études et tant que ce différend n'est pas réglé par les hautes autorités, les 6 000 places pédagogiques ne seront jamais livrées.

Selon la Direction de réalisation des établissements publics ex-DLEP, même si on reconnaît que «l'incompatibilité» existe entre l'entreprise et le bureau d'études, on se veut rassurant en affirmant que «l'objet du différend est d'ordre technique et que l'administration s'emploie à le résoudre».

Selon d'autres sources, du côté des entreprises cette fois, il s'agirait surtout des difficultés auxquelles elles se heurtent pour se faire payer. D'après certaines sources, pour accélérer la réalisation des projets, on a poussé de nombreuses entreprises à mettre le paquet, même avant d'obtenir les ODS, délivrés bien après. C'est que nombre de ces entreprises de construction, confiantes,

n'ont pas manqué de faire. La chute des recettes pétrolières, pressentie déjà depuis des années, est venue briser cet élan de développement. On nous a indiqué que ces entreprises s'étaient déjà considérablement engagées «jusqu'au cou» auprès des prêteurs et de leurs personnels quand, a posteriori, austérité oblige, la décision de plafonner un seuil à ne pas dépasser dans les paiements est tombée comme un couperet.

Selon plusieurs sources, l'Etat honorera absolument tous ses engagements, mais pas en totalité et tout de suite et que les entreprises, pour voir toutes leurs situations payées en totalité, elles devront patienter jusqu'en 2017. De ce fait, des entreprises se retrouvent face à de grosses difficultés financières, ayant épuisé toutes leurs réserves.» Nous avons des dettes auprès de nos créanciers, et des personnels qui ne reçoivent pas leurs dus en totalité, une situation qui se répercute aussi auprès de leurs propres créanciers, une réaction en chaîne, qui met tout le monde aux abois.

La difficulté pour l'Université à accueillir à la rentrée prochaine, les quelque 7 000 nouveaux bacheliers (libres et scolarisés) a fait l'objet d'un débat au niveau de l'APW, lors de la dernière session d'été. Une réflexion d'un des élus a retenu notre attention. Il a reproché aux responsables de l'Université de vouloir accentuer son développement par l'ouverture de nouvelles filières, sans tenir compte des capacités d'accueil. On s'est alors demandé l'idée insidieuse de son non-dit : «Puisque vous ne pouvez pas les accueillir, il faudrait les bloquer. Oui, mais comment les empêcher de réussir ? Par quelques subterfuges administratifs et les envoyer renforcer la cohorte des chômeurs ?» Un autre élu, commentant cette intervention, nous dira : «Pour un élu d'une assemblée dite populaire, c'est pour le moins impopulaire.»

Karim O.

OUM-EL-BOUAGHI Semaine mortelle en accidents de la route et incendies

Trois personnes ont trouvé la mort et plus de trente autres ont été blessées en une semaine dans des accidents de la circulation et des incendies de forêt et de champ.

Selon la cellule de communication de la Protection civile d'Oum-El-Bouaghi qui nous a transmis le communiqué, nous avons appris que les éléments des unités secondaires de la Protection civile ont enregistré en une semaine une dense activité qui s'est soldée par le transfert de trois corps de personnes décédées et plus d'une trentaine de blessés vers les structures hospitalières.

Selon le même communiqué, 339 opérations ont été enregistrées par la Protection civile, dont 145 interventions ont concerné le secours de 14 blessés et 133 malades transférés vers les hôpitaux.

Les accidents de la circulation ont leur lot avec 30 accidents dans les différents axes routiers, causant 2 morts et 27 blessés. Les feux ont ravagé une grande partie des forêts et des champs, 59 opérations ont été menées par la Protection civile pour secourir 6 blessés et transférer un décédé.

Une nouvelle rectrice à la tête de l'université Larbi-Ben-M'hidi

C'est avant-hier que M. le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur a procédé à l'installation du nouveau recteur de l'université Larbi-Ben-M'hidi.

Il s'agit de M^{me} F. Houbar qui venait de remplacer le professeur A. Bouras dans les fonctions de recteur de l'université. Cette dernière occupait auparavant le poste de vice-rectrice chargée des relations extérieures à l'université de Constantine. Quant à M. Bouras A., après avoir été à la tête de l'université Larbi-Ben-M'hidi pendant plus d'une décennie, il est désigné dans les mêmes fonctions au niveau de l'université Constantine 3. La cérémonie d'installation a eu lieu avant-hier, au niveau du rectorat de l'université Larbi-Ben-M'hidi.

Moussa Chtatha

AÏN DEFLA

Les meilleurs élèves des 3 cycles honorés

Mercredi dernier, la Maison de la culture a résonné. Ce fut la fête. Applaudissements, youyous des mères de famille, chansons des chorales de plusieurs établissements ont marqué la cérémonie de distribution des prix décernés aux meilleurs élèves, cérémonie organisée par la Direction de l'éducation à laquelle ont pris part les autorités civiles et militaires avec à leur tête, le wali Kamel Abbès.

Il faut dire que «cette année, la wilaya de Aïn Defla caracole dans le groupe de tête des Wilayas ayant obtenu les meilleurs résultats. Il se trouve que les résultats de cette année n'ont fait que confirmer la progression constante du taux de réussite, que celle-ci n'est pas le fait du hasard, mais d'un travail laborieux et des efforts consentis par

les élèves, par le corps enseignants des 3 paliers, par le corps administratif dans sa globalité, mais aussi par la contribution remarquable des autorités locales et de la Wilaya, les partenaires sociaux, qui n'ont ménagé aucun effort pour aboutir à de tels résultats» a déclaré le directeur de l'éducation, M. Mohammed Fawzi Tebboune, lors de son discours d'ouverture de la cérémonie.

Il est à rappeler qu'à l'examen du baccalauréat, la Wilaya de Aïn Defla enregistre cette année un taux de réussite de 57,22% pour les scolarisés alors que le taux national est de 49,99%, tandis que le taux de réussite pour les candidats libres a atteint les 34,06% contre 33% pour le taux national.

On compte aussi cette année 7 élèves ayant obtenu une moyenne de 18/20 et plus, 35 avec une moyenne comprise entre 17 et 17,99 et 83 lauréats qui ont eu entre 16 et 16,99 /20 de moyenne. Une élève, Lrachiche Chaïma du lycée Emir-Abdelkader

de Khemis Miliana a obtenu l'excellente note de 18,59 /20, classée première au niveau de la Wilaya. Pour le premier palier du primaire, 55 écoles ont obtenu des résultats de 100% d'admis à l'enseignement moyen.

S'agissant des résultats du cycle moyen, 60,76% des candidats ont décroché le BEM et 71,39% passeront en 1^{re} Année secondaire.

Si d'habitude, les meilleurs élèves recevaient des sommes d'argent, cette année, la Wilaya a opté pour des cadeaux, tout aussi appréciés à savoir un PC portable I. 7 pour les bacheliers, un I.5 pour les élèves du moyen, des PC avec chacun un dictionnaire arabe-français. Les meilleurs élèves du cycle primaire ont été récompensés par une tablette. Les lycées ayant obtenu les meilleurs résultats ont été dotés de tableaux interactifs. CEM et écoles primaires ont eu des photocopieurs.

K. O.

DESSALEMENT DE L'EAU À ORAN

La station d'El Mactaâ entre en fonction

Ce jeudi Abdelkader Ouali, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, a été très strict quant à la préservation des installations de son secteur et des réseaux de distribution.

Ainsi, des commissions seront mises sur pied au niveau des wilayas et des daïras afin d'y veiller à tout cela. C'est l'occasion pour le ministre de procéder au lancement officiel de l'exploitation de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaâ. Une station d'une grande importance et la première au niveau africain et qui s'ajoute, dira le ministre, aux dix autres stations de dessalement que compte le pays. Inaugurée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en 2014, cette installation est considérée comme l'une des plus grandes

au monde, utilisant le procédé de l'osmose inverse. Elle est dotée d'une capacité de production de 500 000 m³ d'eau par jour, quantité destinée non seulement à satisfaire les besoins de la wilaya d'Oran, mais également les wilayas limitrophes, à savoir Mascara, Tiaret, Relizane et Mostaganem.

Le ministre a insisté sur la qualité de l'eau que produira la station, «il faut qu'elle soit aux normes requises par l'Organisation mondiale de la santé».

D'un coût de 491 millions de dollars, le projet est mené par une société par actions, la «TahliyatMiyah El Mactâa» (TMM spa), dont 47% sont détenus par la société singapourienne qui a construit la station de dessalement, en l'occurrence Hyflux Menaspring Ltd, ainsi que 43% par l'AEC et 10% par l'ADE.La gestion de la station est confiée à une société de gestion Homa (Hyflux Operating Maintenance Algeria). Cette société a conclu un contrat avec TMM Spa et devra gérer la station d'El Mactaâ pour une durée de 25 ans.

Amel Bentolba

DÉCOUVERTE DE CARTES GRISES FALSIFIÉES

La DRAG d'El Tarf sous scellés

Selon des sources crédibles, les éléments de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de wilaya, ont procédé au cours de la semaine écoulée à la mise sous scellés de tout le matériel informatique de la Direction de la réglementation et de l'administration générale (Drag) en raison de la découverte de 120 cartes grises falsifiées. Dans le même registre, nous apprenons des mêmes sources que «les enquêteurs de la police ont auditionné plus d'une dizaine de personnes travaillant dans le service des cartes grises de la Drag, afin de démêler l'écheveau de ce nouveau scandale qui éclabousse une direction de premier ordre dans la wilaya». «C'est un réseau aux multiples ramifications qui est derrière ce vaste trafic de cartes grises. Logiquement, le nombre de dossiers falsifiés de voitures dépassera le nombre signalé», a-t-on affirmé.

Daoud Allam

M'SILA

Le directeur de l'énergie décède dans un accident de la route

Le directeur de l'énergie de la wilaya de M'sila, a été victime d'un grave accident survenu dans l'après-midi de la journée du mercredi vers 16h20 mn, sur la RN60 au lieu-dit Dhoukara dans la daïra de Hammam Dhalaâ située à 30 km au nord-ouest du chef-lieu, suite à un dérapage de son véhicule. Devant l'ampleur du choc,selon des témoins oculaires,la victime âgée de 58 ans a rendu l'âme sur-le-champ du drame avant d'être déposée à la polyclinique de la ville de Hammam Dhalaâ par les services de la Protection civile.

Désormais, l'ex-directeur de l'énergie qui a été à la tête de cette direction depuis plus de cinq ans où il a laissé une bonne impression dans son entourage marqué par son assiduité et sa rigueur, a rejoint sa dernière demeure dans l'après-midi du jeudi à El Eulma sa ville natale.

A signaler que les services de la Protection civile de la wilaya ont enregistré un bilan de 10 blessés et 1 mort dans 9 accidents de la route survenus durant ces dernières 24h.

A. Laïdi